

LE CONSERVATISME BIOLOGIQUE : ANATOMIE D'UNE PASSION FRANÇAISE

Voulez-vous l'appeler nature ? Vous ne vous tromperiez point ; car c'est de lui que tout est né, lui dont le souffle nous fait vivre. Voulez-vous l'appeler monde ? Vous en avez le droit (...)

Sénèque, Questions naturelles, livre II (à propos de « Dieu »)

Virginie Tournay

Directrice de recherche CNRS
Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)
virginie.tournay@sciencespo.fr

Luc Rouban

Directeur de recherche CNRS
luc.rouban@sciencespo.fr

Flora Chanvriil

Chargée d'études statistiques
flora.chanvriil@sciencespo.fr

Membres du projet ANR : Séverine Louvel, Céline Granjou, Emmanuelle Rial, Guy Saez, Annette Leibing

L'enquête *Le vivant et le politique* analyse les représentations du monde vivant et naturel qui occupent une place grandissante dans la constitution de l'ordre public. Rendues évidentes depuis une trentaine d'années à travers l'agenda politique des transitions agricoles et climatiques, les préoccupations biologiques sont devenues un incontournable avec la pandémie de covid. Elles participent non seulement de la vie de la nation et la gestion de la sécurité, mais sont également liées à des univers de sens politiques. Adressé en mai 2024 auprès d'un échantillon représentatif de la population inscrite sur les listes électorales en France, au Royaume-Uni et en Pologne, le questionnaire vise à caractériser les relations entre les représentations de l'aléa biologique, de la science et celles de l'ordre social.

Deux résultats majeurs sont présentés. Tout d'abord, on souligne un conservatisme biologique plus ancré en France que dans les autres pays, c'est-à-dire une moins grande tolérance au changement vis-à-vis de ce qui est perçu comme « naturel » ou « organique ». La nature est davantage sacralisée.

Ensuite, l'enquête fait ressortir deux représentations de l'humanité biologique radicalement opposées dans la manière de penser l'ordre social et politique. L'humanité « culturelle », héritage du christianisme, puis des Lumières - est définie par un partage net

entre les êtres humains et le reste du monde vivant. Elle est aujourd'hui concurrencée par une humanité qualifiée ici « d'écosystémique », qui insiste davantage sur les interdépendances humaines vis-à-vis de la diversité des organismes vivants et des éléments naturels.

En raison de sa nature rhizomique, une telle vision écosystémique pose la question de sa compatibilité avec la représentation républicaine qui fonde la souveraineté populaire sans rattachement avec le reste du monde vivant.

Le terrain a eu lieu du 8 au 20 mai 2024 auprès d'un échantillon représentatif de 3 500 enquêtés en France, de 1 800 au Royaume-Uni et de 1 800 en Pologne. Il a été réalisé par l'institut BVA.

Cette étude a été financée par l'ANR ComingGen (ANR-18-CE38-0007) avec le soutien des laboratoires du CEVIPOF, de PACTE et du LESSEM.

Ni l'enquête, ni son traitement, ni les analyses qui en sont tirées n'ont fait l'objet d'un recours à l'intelligence artificielle.

L'enquête intitulée « Le vivant et le politique » a pour objectif d'analyser les attitudes politiques liées aux représentations du monde vivant et naturel dans trois pays ayant un rapport historique contrasté vis-à-vis de l'intégration européenne : la France, le Royaume-Uni et la Pologne. Ce sont les différentes manières de cohabiter (relations entre l'espèce humaine et les autres êtres-vivants, la nature, les sols, les médicaments, les aliments, les transformations du corps et la fatalité organique) et la gouvernabilité des phénomènes biologiques (prévention, responsabilité individuelle et collective, ce qui doit être « protégé », ce contre quoi « on doit se protéger ») qui concentrent notre attention. Pour aborder cette recherche, un constat : l'étanchéité des démarcations entre les différents domaines d'action publique, comme entre la santé, l'environnement et l'agriculture - n'apparaît pas pertinente pour saisir les représentations associées au monde vivant compris dans sa globalité. Ces compartimentations sont aujourd'hui de plus en plus fréquemment mises à mal dans les politiques publiques marquées par l'émergence d'objectifs davantage trans-sectoriels, tels que le « *One Health* » ou une attention accrue portée à des sujets systémiques tels que le changement climatique ou le monde microbien¹. En outre, les programmes électoraux proposent moins de volets écologiques adaptés à chaque politique publique, ils fournissent plutôt un regard écologique trans-sectoriel incluant des problématiques liées à l'économie du monde vivant et à l'énergie, y compris pour des partis traditionnellement peu concernés par la question environnementale. Dès lors, l'hypothèse de représentations *intégrées* du monde vivant à mettre en relation avec les conceptions de l'ordre public, mérite examen.

1.

Virginie Tournay, « 2041 : gouverner le vivant à l'ère du *One Health* », La chronique prospective de Virginie Tournay, *Futuribles International*, 13 février 2024. <https://www.futuribles.com/2041-gouverner-le-vivant-a-lere-du-one-health/>

C'est pourquoi, le questionnaire élaboré dans cet objectif n'a pas été conçu selon un découpage sectoriel, à l'image des domaines traditionnels de l'action publique. Il ne s'agit pas d'analyser des représentations particulières à des politiques publiques. Le

questionnaire a été organisé de sorte à pouvoir rendre compte des différentes formes de relations tissées avec le monde qui nous entoure. Ainsi, le rapport aux produits consommés (aliments et médicaments ayant subi différents degrés de modifications), aux transformations des corps (tatouages, piercings, chirurgie esthétique, grossesses pour autrui, mort, modifications génétiques, interfaces hommes-machines), à la nature, à la tradition, à la science et aux communautés humaines (confiance dans les institutions, usage des technologies de traçabilité et degré d'ouverture du territoire national) constitue le cœur de notre enquête.

Un conservatisme biologique prépondérant en France

Un premier examen des données de l'enquête fait ressortir une tonalité conservatrice en France à l'égard du monde vivant et de la nature. La notion de « conservatisme biologique » est attribuée aux répondants présentant un degré faible de tolérance au changement vis-à-vis de ce qu'ils identifient comme étant « naturel » ou « organique ».

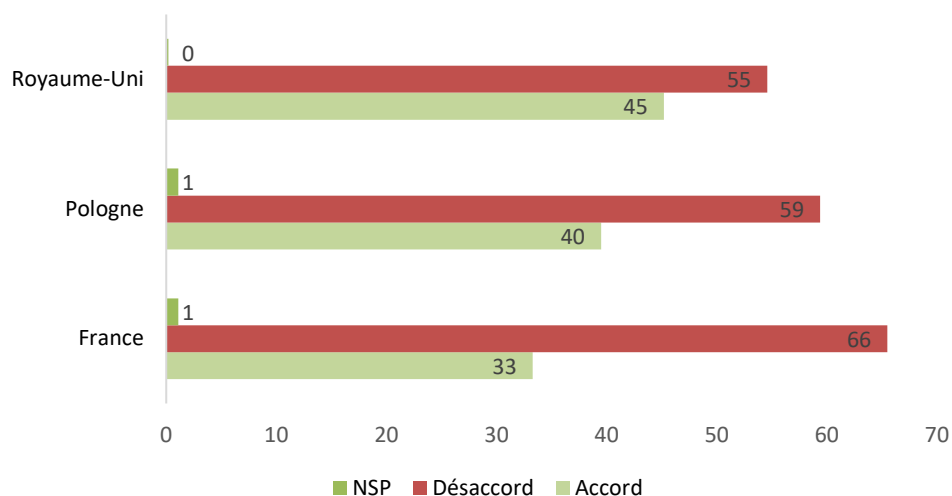
Préserver ce qui est « naturel » et limiter les interventions humaines

Une posture conservatrice à l'égard du monde vivant peut être retenue lorsque la défiance dans l'alimentation, et plus largement, dans tout ce qui est susceptible d'être ingéré tels que les médicaments, est acquise du fait d'interventions humaines sur ces produits. On retient ainsi que la transformation des produits alimentaires issus du règne animal est faiblement acceptée en France. Seul un tiers des répondants serait prêt à consommer de la viande composée à base de végétaux ou d'insectes pour répondre aux enjeux alimentaires dans le monde (contre 40% en Pologne et 45% au Royaume-Uni)².

2.

Du graphique 1 à 14, les étiquettes de modalités « accord » et « désaccord » réunissent respectivement « tout à fait et plutôt d'accord » et « plutôt pas, et pas du tout d'accord ». Il en est de même pour les étiquettes de modalités « confiance » et « pas confiance » qui regroupent respectivement « tout à fait et plutôt confiance » et « plutôt pas, et pas du tout confiance »

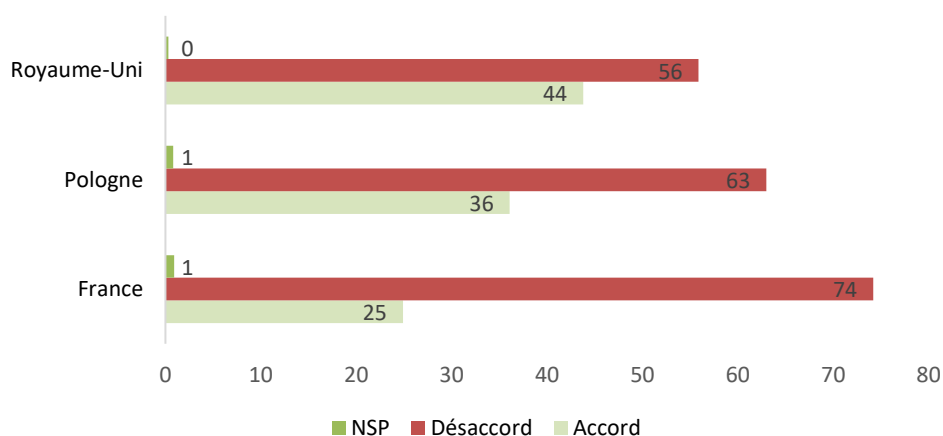
Figure 1 : Pour répondre aux enjeux alimentaires dans le monde, vous seriez d'accord pour consommer de la viande composée à base de végétaux ou d'insectes ?



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvriil, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

L'écart est encore plus marqué lorsqu'il est question de produits alimentaires « artificiellement » créés en laboratoire grâce aux innovations scientifiques (un Français sur 4 seulement est d'accord avec cette consommation, contre 36% en Pologne et 44% au Royaume-Uni).

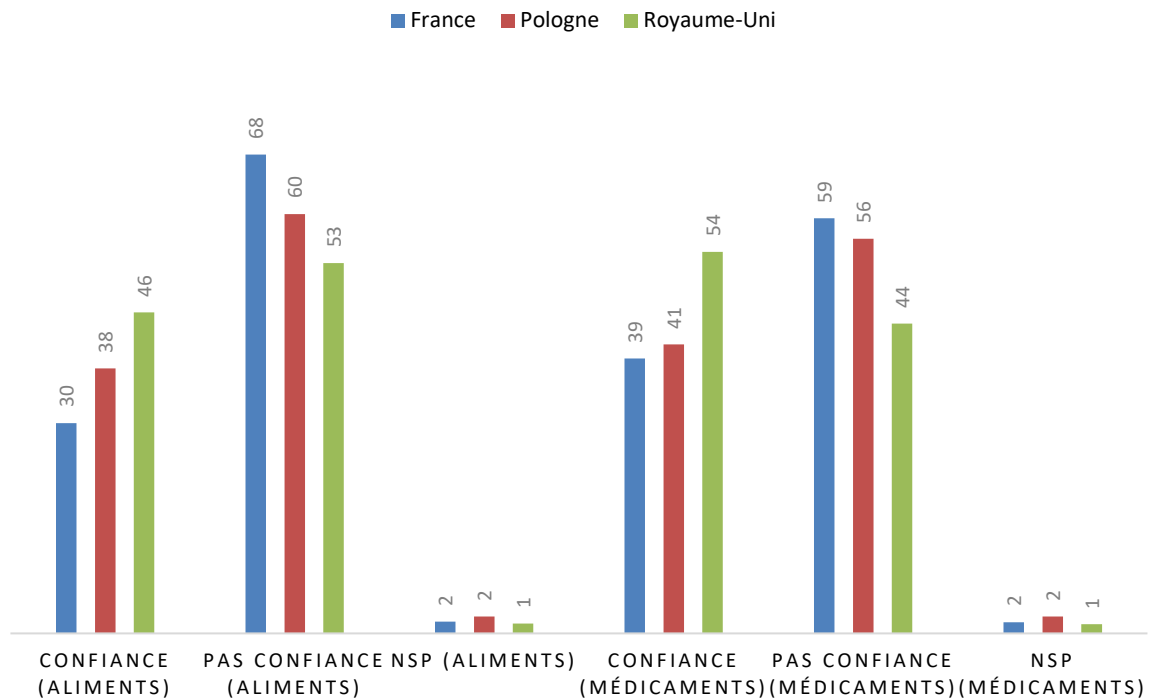
Figure 2 : Pour répondre aux enjeux alimentaires dans le monde, vous seriez d'accord pour consommer des produits alimentaires « artificiellement » créés en laboratoire grâce aux innovations scientifiques ?



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvriil, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

Il en est de même pour les aliments qui contiennent des organismes génétiquement modifiés (OGM). 3 sondés sur 10 en France ont confiance, contre 38% en Pologne et près d'un sur deux (46%) au Royaume-Uni. Concernant les médicaments contenant des OGM, la confiance est également plus faible qu'au Royaume-Uni (39% contre 54%).

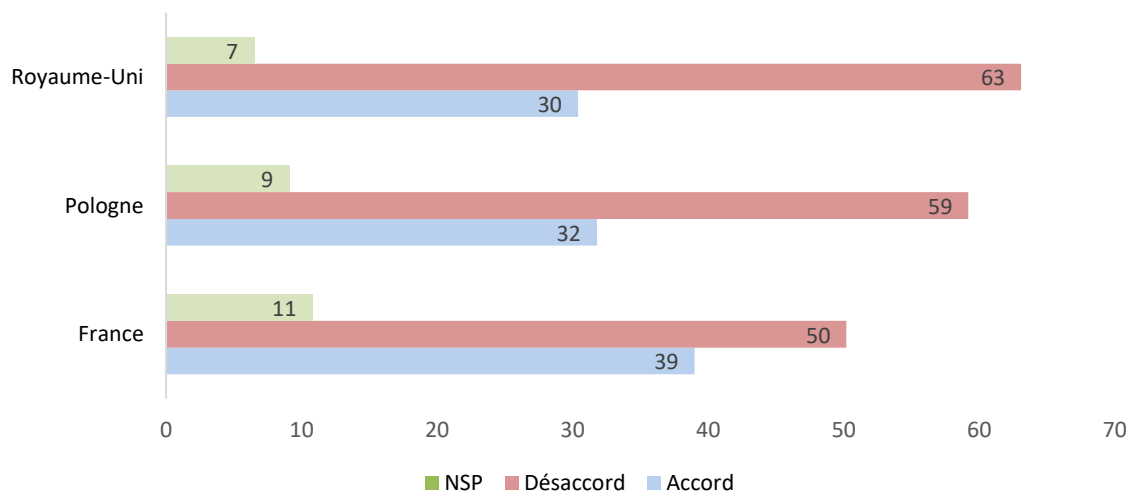
Figure 3 : Avez-vous confiance dans les (aliments) / (médicaments distribués en pharmacie) qui contiennent des OGM ?



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

Inversement, mais de façon moins spectaculaire au niveau des écarts nationaux constatés, les répondants ont davantage confiance dans l'absorption de produits « naturels ». Ainsi, 4 Français sur 10 valident l'affirmation selon laquelle « *prendre la pilule contraceptive pose un problème car ce n'est pas un produit 'naturel'* ». Ils ne sont que 32% en Pologne et 3 sur 10 au Royaume-Uni.

Figure 4 : Prendre la pilule contraceptive pose un problème car ce n'est pas un produit 'naturel'

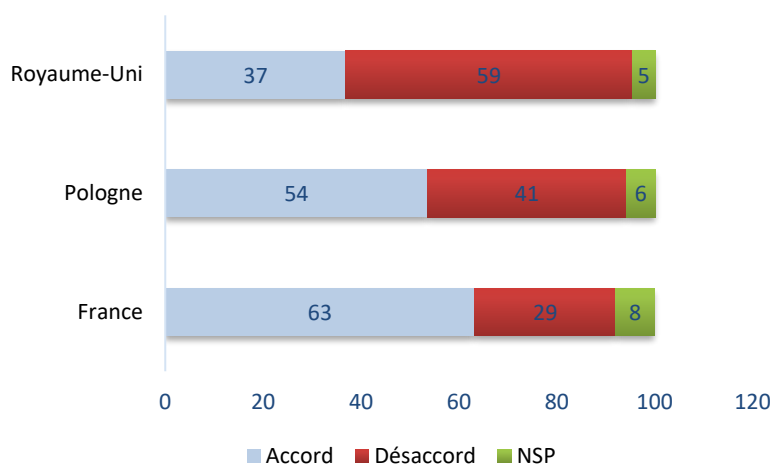


Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

Une nature à préserver au-delà de l'humain ?

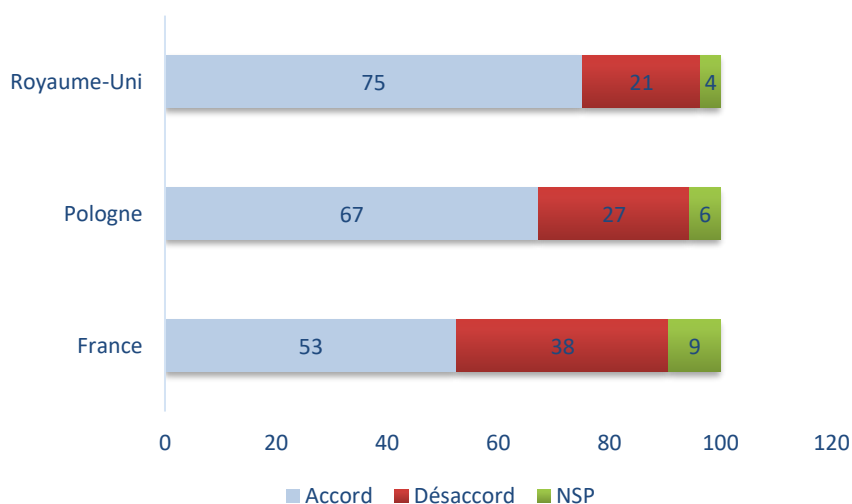
L'intervention humaine sur les productions issues du monde vivant fait l'objet d'une défiance, notamment quand l'alimentation est concernée. Ainsi, le recours à la science dans l'alimentation est rejeté par 63% des répondants français, ce qui contraste assez fortement avec le taux observé en Pologne (54%) et surtout au Royaume-Uni (37%). De même, l'intervention de la science dans la production agricole n'est acceptée que par une courte majorité en France (53% contre 67 % en Pologne, et 75% au RU).

Figure 5 : La science ne devrait pas toucher à notre nourriture



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

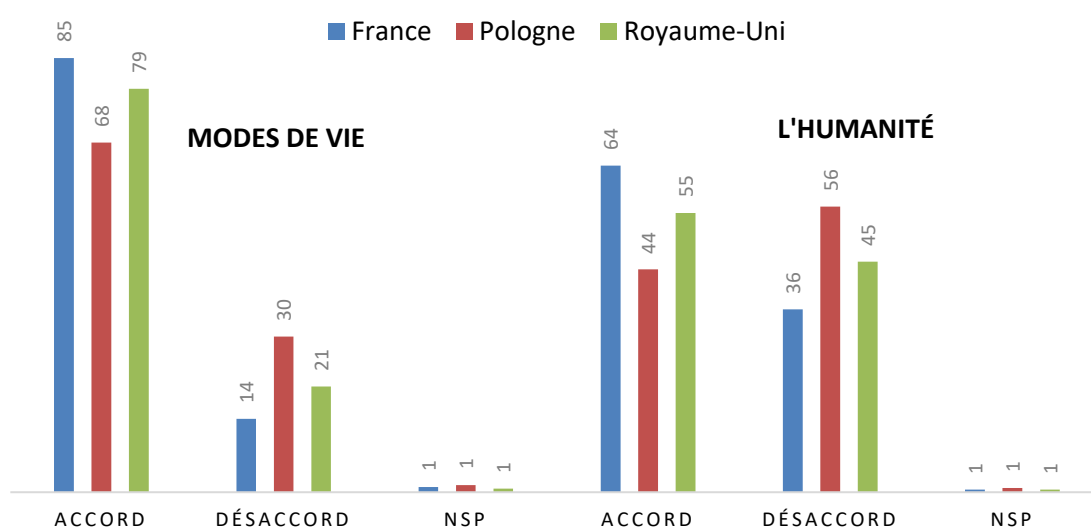
Figure 6 : L'agriculture doit s'appuyer sur la science



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

En arrière-plan, il y a la nécessité de protéger la nature contre ce qui est susceptible de l'artificialiser d'une part, mais aussi d'y sacrifier le pendant culturel si son intégrité est jugée menacée. Ainsi, 85% des sondés déclarent qu'il est plus important de préserver la nature que nos modes de vie (contre 68% en Pologne, et 79% au RU). Le caractère essentiel et inviolable de la nature est encore renforcé avec l'idée que sa préservation devrait aller au-delà de la finitude de l'humanité. Ainsi, en France, 64% des sondés déclarent qu'il est plus important de protéger la nature que l'humanité (contre 44% en Pologne, et 55% au RU).

Figure 7 : Il est plus important de préserver la nature que (nos modes de vie) / de protéger l'humanité



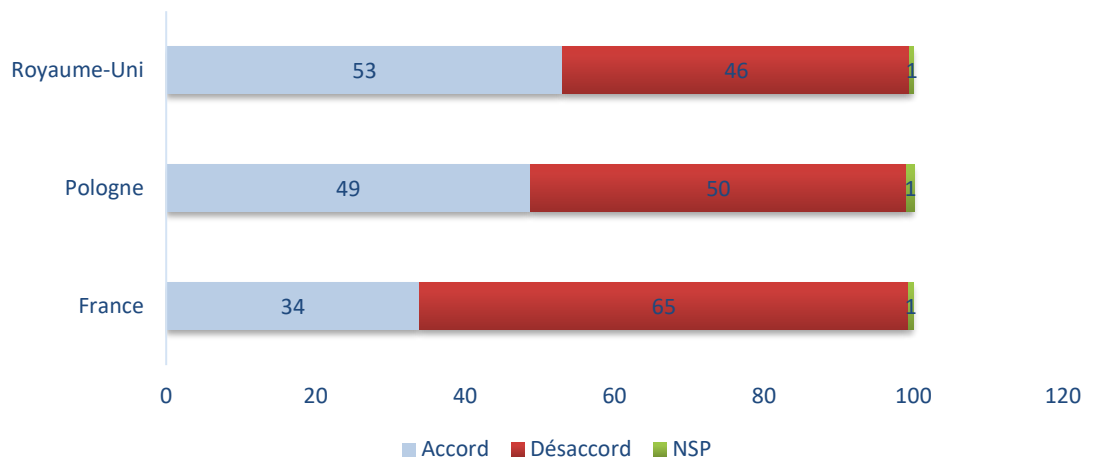
Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

La nécessité de préserver la nature au-delà même de l'humanité est nettement plus prononcée en France que dans les autres pays. Ce conservatisme biologique peut être compris comme une sacralisation séculière de la nature.

Une « artificialisation » du vivant qui suscite de la défiance

À côté de la sacralisation de la nature, c'est aussi l'artificialisation du vivant qui est perçue de façon plus péjorative en France. Opérer des modifications génétiques pour améliorer la croissance des animaux d'élevage est accepté par un tiers des sondés contre près d'un sur deux en Pologne (49%), voire un peu plus au Royaume-Uni (53%).

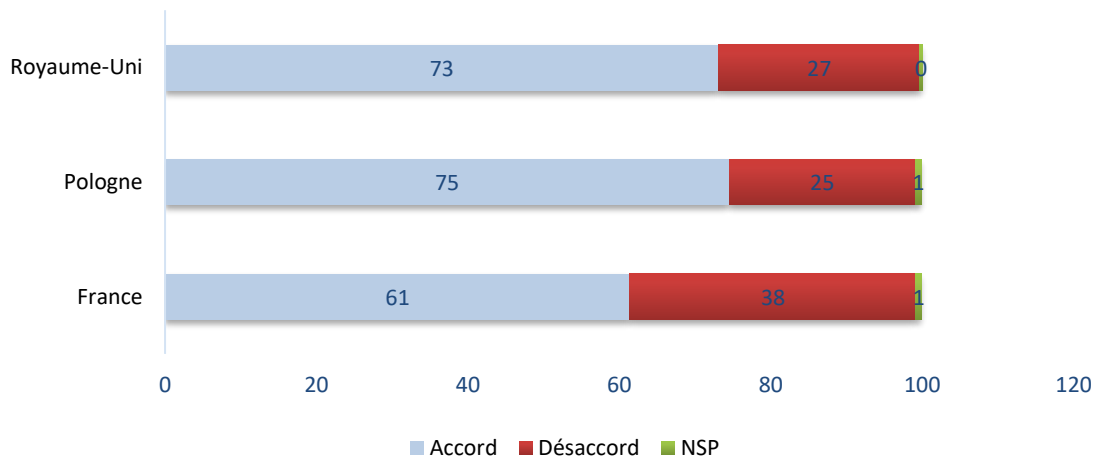
Figure 8 : Pensez-vous qu'il est acceptable que l'homme puisse effectuer des modifications génétiques afin d'améliorer la croissance des animaux d'élevage ?



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

On retrouve ce même différentiel entre les pays lorsqu'il s'agit d'utiliser la génétique à des fins de prévention médicale, c'est-à-dire pour éviter l'apparition de maladies. 61% des sondés français y sont favorables contre les trois quarts des répondants en Pologne et au Royaume-Uni.

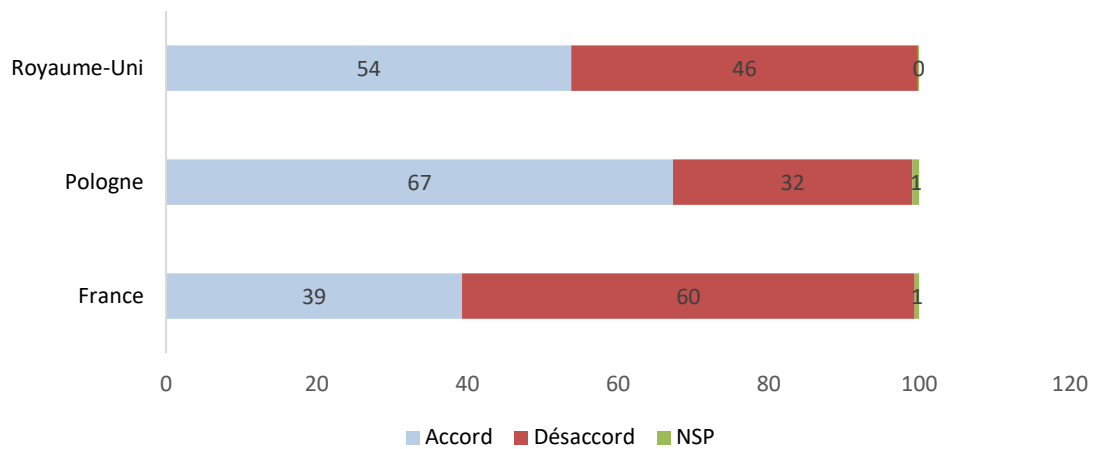
Figure 9 : Pensez-vous qu'il est acceptable que l'homme puisse effectuer des modifications génétiques afin d'éviter l'apparition de maladies génétiques ?



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

Cet écart est amplifié lorsqu'il s'agit d'intervenir dans le cerveau pour améliorer les performances du corps. Deux Français sur cinq y sont favorables, contre la moitié des sondés au Royaume-Uni et 67% des sondés polonais.

Figure 10 : Pour vous, est-il acceptable d'utiliser les nouvelles technologies (implants dans le cerveau) pour améliorer les performances du corps humain ?

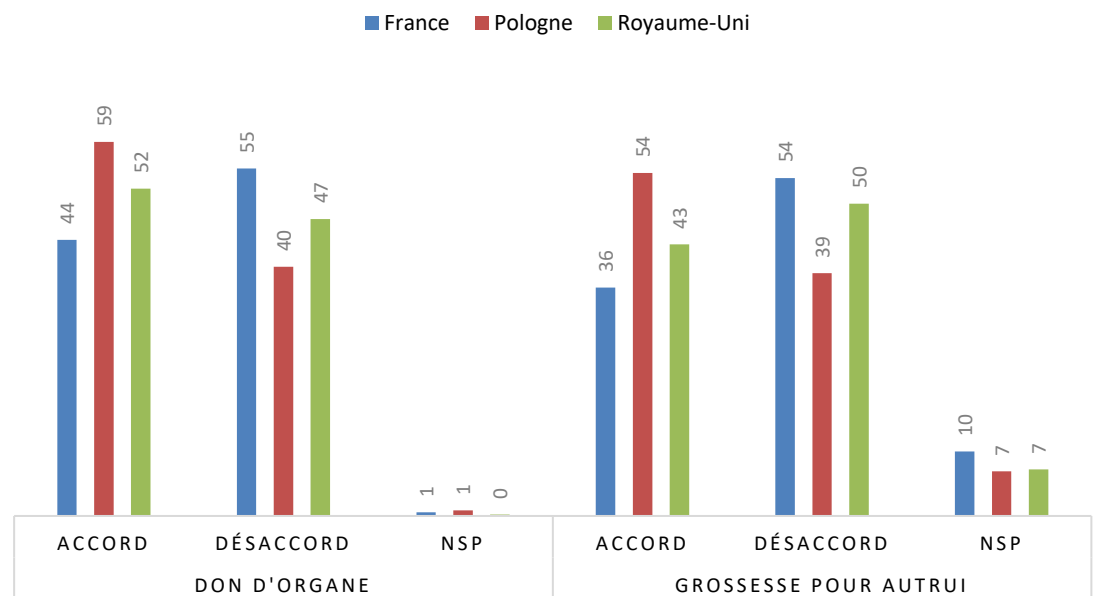


Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvriil, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

L'entreprise privée à l'épreuve du « vivant républicain »

Le corps biologique apparaît plus « essentialisé » en France, dans le sens d'un refus de monétariser ces éléments. C'est le cas en particulier des dons d'organe (55% de rejet contre 40% en Pologne et 47% au Royaume-Uni) ou d'une grossesse pour autrui (54% de rejet contre 39% en Pologne et 43% au Royaume-Uni) contre rémunération.

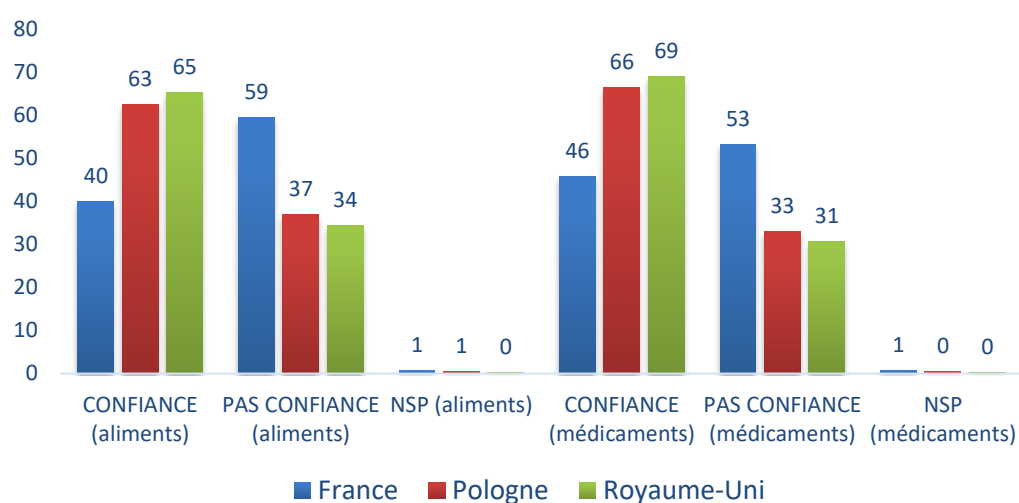
Figure 11 : Rémunération pour don d'organe ou grossesse pour autrui



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvriil, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

Parallèlement à la monétarisation du corps humain, la régulation par les industriels des produits ingérés (produits alimentaires ou médicamenteux) est perçue de façon extrêmement péjorative en France. Tandis que seuls quatre répondants sur dix déclarent avoir confiance dans le contrôle effectué sur la qualité des aliments par les industriels eux-mêmes, ils sont plus de six sur dix en Pologne et au Royaume-Uni. Il en est de même pour les contrôles effectués sur la qualité des médicaments, puisque 46% des Français ont confiance tandis qu'ils sont les deux tiers des sondés en Pologne et près de 70% au Royaume-Uni.

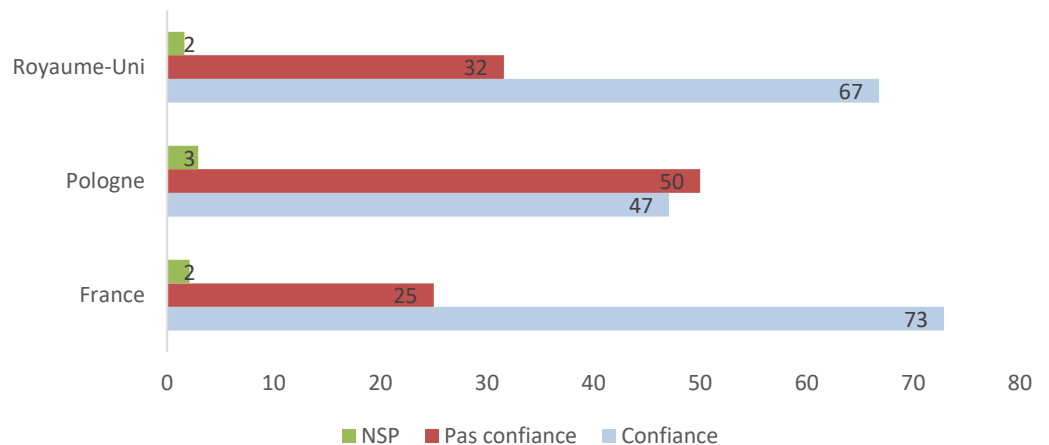
Figure 12 : Avez-vous confiance dans les contrôles réalisés par les industriels lorsqu'ils sont faits sur la qualité des aliments/des médicaments ?



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

La défiance envers le secteur privé est démontrée en creux par la forte adhésion des enquêtés (les trois quarts) aux médicaments génériques. Ces produits compris comme des équivalents aux médicaments dont le brevet est tombé dans le domaine public, sont ainsi plébiscités. Inversement, les citoyens ne sont respectivement que 47% et 67% en Pologne et aux Royaume-Uni à avoir confiance dans les génériques.

Figure 13 : Avez-vous confiance dans les médicaments génériques ?



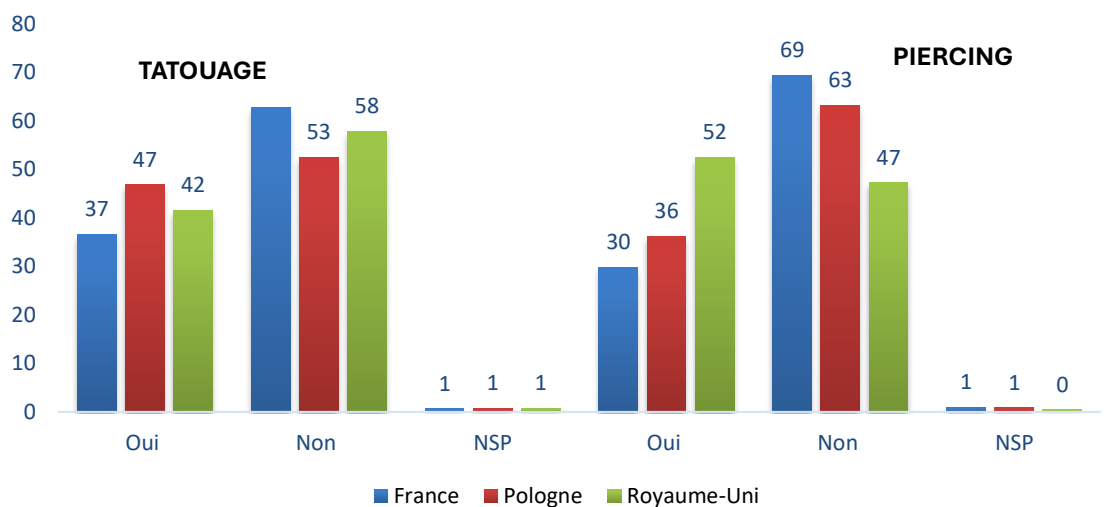
Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

La dimension péjorative de l’artificialisation du monde vivant est moins liée aux transformations intrinsèques qui résultent des interventions humaines qu’au fait que ces transformations soient rattachées au monde de l’industrie.

Modifier l’apparence du corps : des différences nationales

Le conservatisme biologique ne concerne pas uniquement les interventions invasives sur le monde vivant. Il touche également des opérations plus superficielles qui visent à distinguer, à singulariser l’individu. Par exemple, c’est le cas du tatouage (37% des sondés en France sont favorables pour l’appliquer sur eux-mêmes, contre 47% en Pologne et 42% au Royaume-Uni) ou le piercing (30% contre 36% en Pologne et 52% au Royaume-Uni).

Figure 14 : Diriez-vous que c’est envisageable pour vous : tatouage, piercing ?



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

En France, ce conservatisme biologique pourrait être rapproché de la doctrine juridique soutenant que le corps humain n'est pas appropriable par nature. Il ne serait ni une chose, ni une matérialité extérieure à la personne car cette dernière demeure ancrée dans la réalité corporelle. En d'autres termes, l'individu ne peut pas être le propriétaire de son support biologique. Il faut plutôt le voir comme l'usufruitier d'une matière vivante dont l'État serait nu-propriétaire. Le citoyen aurait donc la charge de conserver la substance de cette matière qui le constitue en prenant garde à ne pas la modifier outre-mesure. On retrouve en filigrane cette représentation à travers la notion de consentement présumé qui signifie que dans un cadre thérapeutique, les médecins peuvent en principe, utiliser les éléments corporels d'une personne qui n'a pas exprimé de son vivant un refus de donner ses organes et tissus après sa mort. C'est le contraire d'une posture libérale vis-à-vis du corps qui présuppose un individu entièrement propriétaire de ses éléments biologiques.

Impacts d'une représentation écosystémique de l'humanité sur les attitudes sociales. Le cas français.

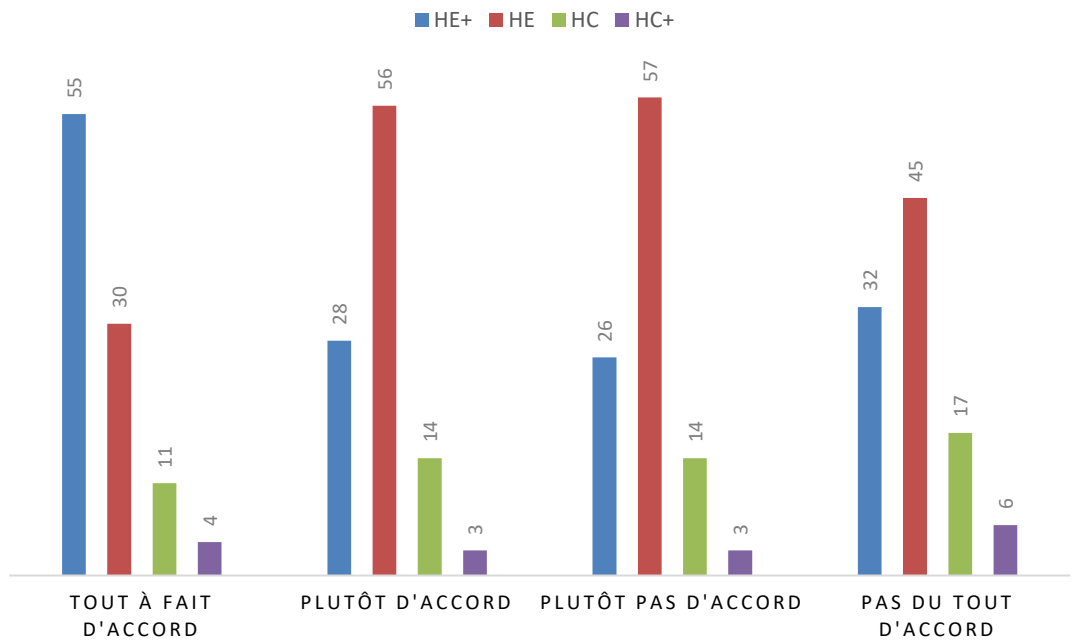
3.

Virginie Tournay, *Le vivant est-il gouvernable ? Le politique à l'épreuve d'un monde saturé de traces*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2024

Deux conceptions antagonistes de l'humanité ayant fait l'objet d'un travail théorique³ ont été mises en évidence lors de l'enquête. À une humanité *culturelle* (HC) définie par une démarcation nette entre les communautés de personnes et le reste du monde vivant, s'oppose une représentation *écosystémique* (HE) de celle-ci. La prétention épistémologique de cette dernière conception est de s'inscrire dans les prolongements politiques d'une écologie scientifique. L'accent est placé sur les interdépendances humaines vis-à-vis de l'environnement et de la diversité des organismes vivants. Elle sous-tend différentes manières d'envisager la participation des interventions humaines à la vie des écosystèmes, avec une large palette de qualification tantôt péjorative, tantôt bénéfique sur l'économie générale du monde vivant.

Afin d'évaluer la conception de l'humanité à laquelle se rattache les enquêtés, la question suivante a été introduite dans l'enquête : « *J'ai davantage le sentiment d'appartenir à l'ensemble des êtres vivants plutôt qu'à une communauté humaine particulière* ». Si les deux tiers des citoyens au Royaume-Uni (66%) adhèrent plutôt ou pleinement à cette proposition, ils sont plus de quatre cinquièmes (81%) à y souscrire en France et en Pologne. Bien que cette question n'ait pas été posée lors de précédentes enquêtes, il faut sans doute voir dans l'affirmation récente de cette « posture écosystémique » un effet de la médiatisation continue des préoccupations environnementales et climatiques ces dernières années. Dès lors, il s'agit de comprendre si et comment cette conception de l'humanité intervient dans le conservatisme biologique observé en France et son éventuelle articulation avec des dimensions liées à la confiance politique.

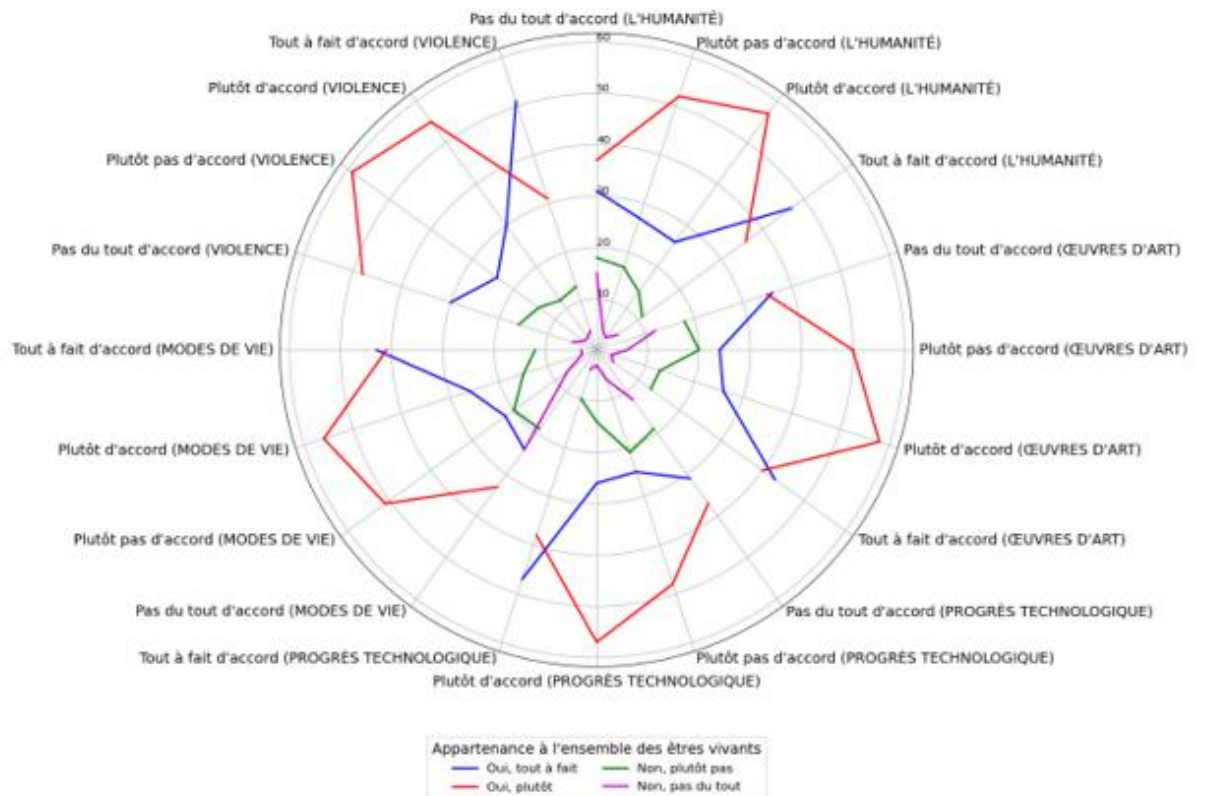
Figure 15 : Prendre la pilule contraceptive pose un problème car ce n'est pas un produit naturel



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

Des écarts du même ordre sont présents quand on interroge les sondés sur leur acceptabilité de la violence pour protéger la nature. 55% de ceux qui l'approuvent toujours ont le sentiment d'appartenir préférentiellement à l'ensemble des êtres vivants (HE+), contre respectivement 30% HE+ de ceux qui considèrent que cette violence est parfois justifiée, et 24% HE+ de ceux qui ne l'envisagent que rarement. Il en est de même pour ceux qui considèrent qu'il est plus important de préserver la nature que nos modes de vie : 43% adhèrent totalement au fait d'appartenir préférentiellement à l'ensemble des êtres vivants (HE+), contre respectivement 26% HE+ de ceux qui sont plutôt d'accord avec la priorité mise sur la préservation de la nature, et 22% de ceux se déclarant « plutôt pas d'accord » avec cette priorité. On retrouve ces ordres de grandeurs statistiques concernant l'opinion « *qu'il est plus important de protéger la nature que de faire des progrès technologiques* » à 47% HE+, contre 26% HE+ chez ceux qui sont plutôt d'accord avec cette priorité et 25% HE+ chez ceux qui ne sont pas d'accord. Ou encore, lorsqu' « *il est plus important de protéger la nature que de protéger les œuvres d'art* » pour 43% des sondés qui sont HE+, contre respectivement 26% HE+ chez ceux qui sont plutôt d'accord et 24% HE+ chez ceux qui ne sont pas d'accord avec cette priorité. C'est le cas également au sujet de l'idée « *qu'il est plus important de protéger la nature que de protéger l'humanité* » pour 47% des sondés qui sont HE+, contre respectivement 26% de HE+ qui sont plutôt d'accord et 28% de HE+ chez ceux qui ne sont pas d'accord avec cette priorité. *Figure 16 (ci-dessous).*

Figure 16 : Appartenance à l'ensemble des êtres vivants



Lecture : Les réponses qui témoignent d'une représentation écosystémique de l'humanité très marquée (Appartenance à l'ensemble des êtres vivants : oui, tout à fait) sont figurées par les lignes bleues (HE+), tandis que celles qui sont très orientées vers l'humanité culturelle (Appartenance à l'ensemble des êtres vivants : non, pas du tout) sont représentées par les lignes violettes.

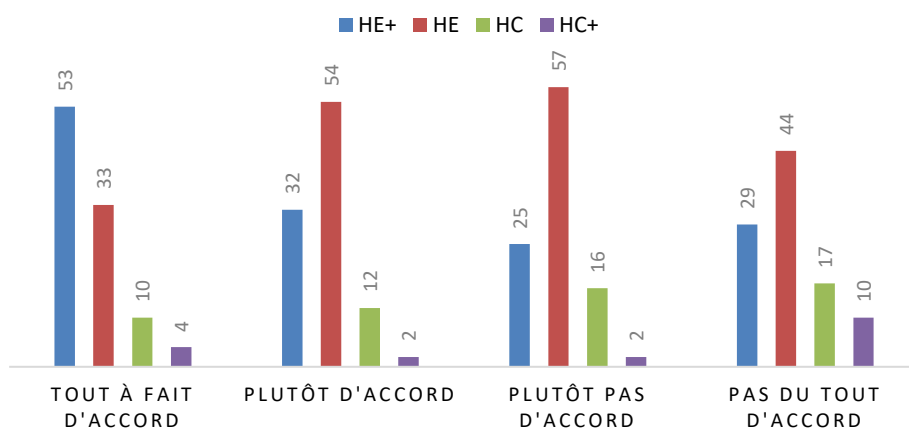
Les réponses à cinq questions sont indiquées sur le graphique. Les questions portent sur l'acceptabilité de la violence pour protéger la nature, sur le fait qu'il est plus important de protéger la nature plutôt que ses modes de vie, de protéger la nature plutôt que de faire des progrès technologiques, de protéger la nature plutôt que les œuvres d'art, de protéger la nature plutôt que l'humanité. On retient que la proportion de réponses marquées par l'écosystémisme (HE+) est nettement plus élevée chez les sondés qui se déclarent tout à fait d'accord pour chacune des questions. Il y a donc une corrélation entre le sentiment d'appartenance à l'ensemble des êtres vivants et l'importance accordée à la protection de la nature.

L'importance accordée à la protection de la nature et la radicalité des moyens à mettre en œuvre à cette fin sont corrélées à une représentation plus écosystémique d'une humanité envisagée dans la continuité des êtres vivants. Ce « conservatisme biologique » consiste à protéger ce qui perçu comme « naturel ». Il s'agit de maintenir la nature séparée de ce qui n'est pas « naturel » afin de ne pas l'altérer. Cette exigence de protection est aussi liée à un positionnement moral concernant l'action humaine : 42% des répondants totalement convaincus d'être « *allé trop loin dans l'exploitation de la nature* » sont pleinement en accord avec le sentiment d'appartenir à l'ensemble des êtres vivants, contre 23% de ceux ne sont pas du tout d'accord avec le fait d'avoir été trop loin dans cette exploitation.

Un libéralisme biologique dans le rapport au corps humain

Le conservatisme qui porte sur la « nature », constaté chez ceux qui adhèrent fortement à une conception écosystémique de l'humanité (HE+), n'est qu'une facette du conservatisme biologique. En effet, chez les répondants (HE+), ce conservatisme n'est pas applicable quand il s'agit du corps humain. Dit autrement, la nécessité de préserver de ce qui est reconnu comme « naturel » n'est pas une attitude transposable aux interventions humaines sur le corps humain. Au contraire, on observe plutôt un libéralisme biologique plus prononcé concernant les transformations corporelles chez ceux qui ont le sentiment d'appartenir à l'ensemble des êtres vivants (HE+). Ils expriment une plus grande permissivité vis-à-vis des interventions effectuées sur le corps. Dans cette posture, la volonté personnelle prime sur la fatalité biologique ; ces répondants sont davantage ouverts à une diversité de transactions autour de la matière biologique quand elles émanent de la volonté individuelle. Ainsi, 54% des sondés tout à fait d'accord pour « décider de changer de sexe comme on le souhaite » adhèrent pleinement (HE+) à une humanité écosystémique, contre 29% seulement de ceux qui ne sont pas du tout d'accord avec la liberté de choisir son sexe.

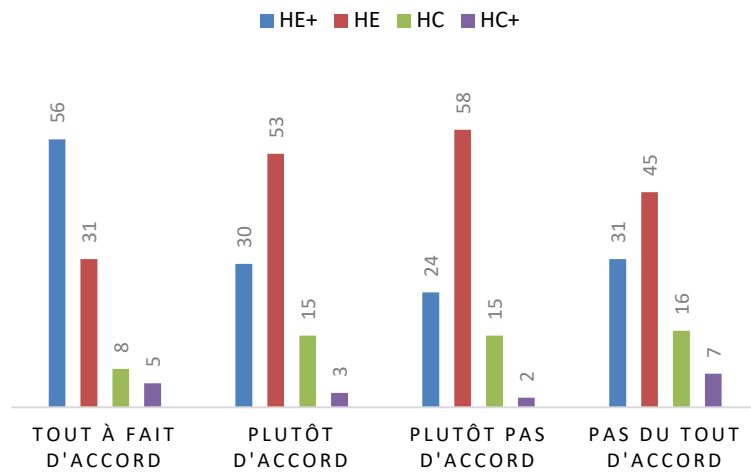
Figure 17 : On peut décider de changer de sexe comme on le souhaite



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

56% des sondés adhérant à l'idée qu'« il est tout à fait acceptable d'accepter une grossesse pour une autre personne/famille » sont HE+ contre seulement 31% de ceux qui ne sont pas du tout d'accord avec cette liberté.

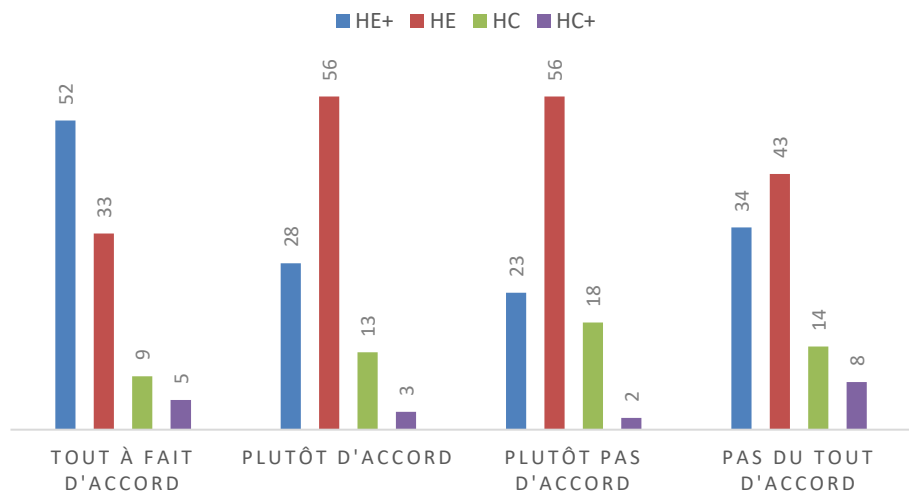
Figure 18 : Il est tout à fait acceptable d'accepter une grossesse pour une autre personne/famille contre rémunération



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

On retrouve ces mêmes proportions à propos de la monétarisation des organes. La conception écosystémique de l'humanité est présente chez 52% de ceux qui accepteraient de recevoir une rémunération en échange d'un don d'organes, contre 34% de ceux qui ne sont pas d'accord du tout.

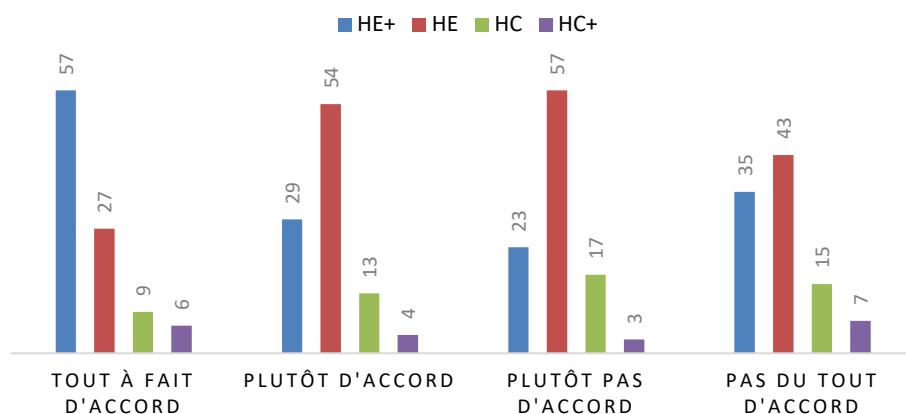
Figure 19 : Est-il acceptable de recevoir une rémunération en échange d'un don d'organes ?



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

L'emploi de technologies invasives s'inscrit dans le même univers de représentations des relations homme-environnement. Ainsi, à la question de savoir s'il est acceptable d'utiliser des nouvelles technologies d'implants dans le cerveau pour améliorer les performances corporelles, 57% de ceux qui trouvent que c'est tout à fait acceptable sont HE+, contre seulement 35% de ceux qui considèrent que ce n'est pas du tout acceptable.

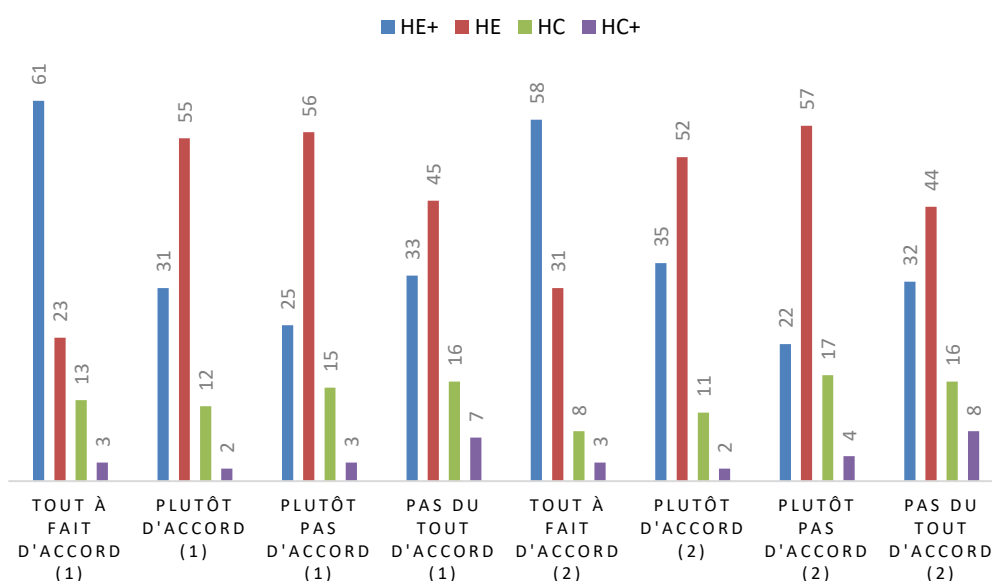
Figure 20 : Est-il acceptable d'utiliser des implants dans le cerveau pour améliorer les performances du corps humain ?



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

L'écart est encore accentué lorsque, pour répondre aux enjeux alimentaires dans le monde, « il s'agit d'accepter de consommer des produits alimentaires « artificiellement » créés en laboratoire grâce aux innovations scientifiques ». 61% sont HE+ contre 33% HE+ parmi ceux qui n'acceptent pas du tout cette consommation. Quand il s'agit « de la viande à base de végétaux ou d'insectes », 58% sont HE+ contre 32% HE+ seulement parmi ceux qui ne sont pas du tout d'accord avec ce type d'alimentation. Le libéralisme biologique associé à une conception HE+ est aussi affirmé au niveau des modifications liées à l'apparence du corps (tatouages, piercings, chirurgie esthétique de confort).

Figure 21 : Vous seriez d'accord pour consommer des produits alimentaires artificiellement créés en laboratoire (1) / de la viande à base de végétaux ou d'insectes (2)



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

Les répondants qui expriment un souci prononcé de protéger la nature, de ne pas l'altérer ni l'artificialiser, partagent plus fréquemment la forte conviction d'appartenir à une humanité écosystémique (HE+). Cette conception de l'humanité est aussi affirmée chez les sondés très permissifs concernant les interventions sur le corps humain. Le sentiment d'appartenir à l'ensemble des êtres vivants est probablement lié à l'idée d'une certaine interchangeabilité dans les processus biologiques. Si bien que les formes de transaction organiques telles que la grossesse pour autrui, le don d'organes, le changement de sexe ou d'apparence sont plus fréquemment admises. Plus clivante, l'absorption des éléments génétiquement modifiés chez les HE+ est soit totalement acceptée (on rejoint la conception holistique d'un grand « tout » du vivant qui se transforme), soit totalement rejetée (l'intervention humaine se heurte à la nécessité de préserver une certaine « naturalité » du monde vivant).

L'univers politique associé à une conception écosystémique de l'humanité

4.

La vague 10 du Baromètre de confiance politique (enquête réalisée en décembre 2018) souligne ainsi que la défiance politique a atteint un seuil critique. Bruno Cautrès, *La défiance a mis son gilet jaune*, Baromètre de confiance politique, vague 10, #1, janvier 2019. La tendance ne s'est pas démentie depuis

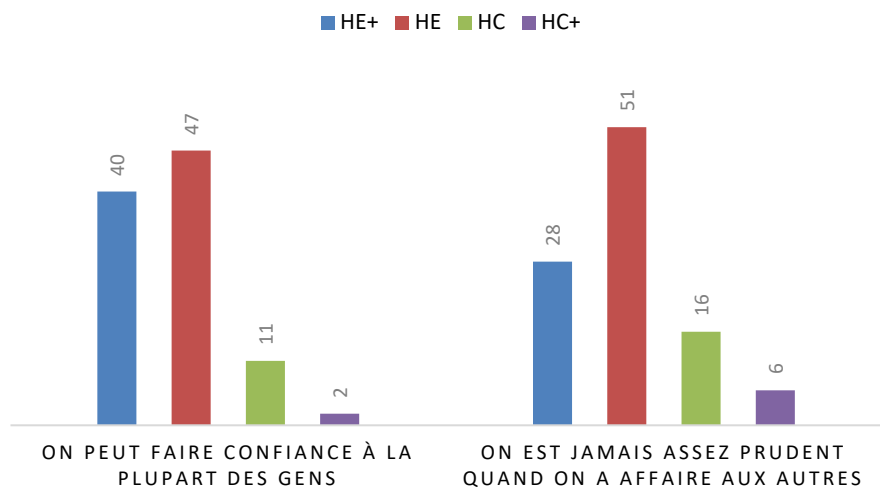
Les résultats observés en France concernant les différentes dimensions de la confiance politique vont dans le sens de ceux obtenus dans les dernières vagues du Baromètre de confiance politique du CEVIPOF. Cela confirme la spécificité française des rapports de défiance vis-à-vis du politique⁴. Comparativement à ce qui est observé au Royaume-Uni et en Pologne, les Français expriment des niveaux de confiance significativement faibles à l'égard du monde extérieur. Cette perception concerne autant les dimensions interpersonnelles que la vie politique, notamment son fonctionnement démocratique. Ils ne sont que 27% à déclarer pouvoir faire confiance à la plupart des gens (Royaume-Uni et Pologne : 44%) et 47% à considérer que la démocratie fonctionne (contre 55% en Pologne et 63% au Royaume Uni). Le rattachement à la communauté nationale, s'il est du même ordre de grandeur que celui des autres pays, reste malgré tout assez faible puisqu'il ne concerne qu'un Français sur trois. En revanche, l'anomie est plus prononcée car un tiers des enquêtés déclare n'appartenir à aucune communauté. Ils ne sont qu'un quart au Royaume-Uni et 15% en Pologne.

Ce repli est également manifeste en ce qui concerne l'ouverture ou la fermeture des frontières. Sur le plan économique, ils ne sont que 56% à souhaiter que la France s'ouvre davantage (contre les trois quarts des sondés pour les deux autres pays). Sur un plan migratoire, la fébrilité française est comparable (16% sont favorables à l'ouverture contre 20% en Pologne et 26% au Royaume-Uni).

Sur la confiance politique

40% des répondants qui déclarent pouvoir faire confiance à la plupart des gens sont HE+ contre seulement 28% de ceux qui disent n'être jamais assez prudents. Les niveaux de confiance interpersonnelle et le sentiment d'appartenance à l'ensemble des êtres vivants apparaissent corrélés.

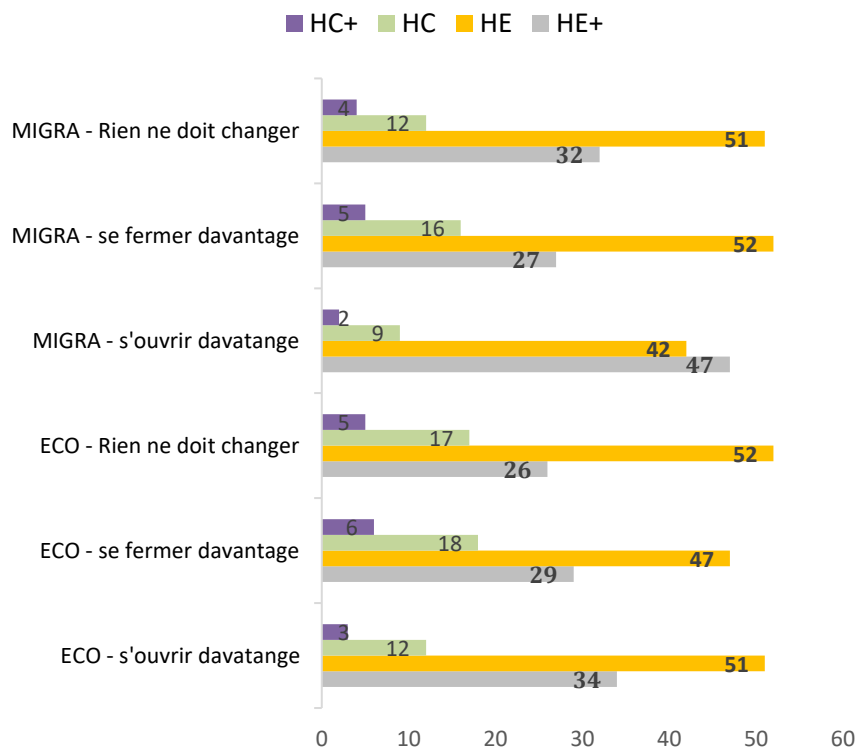
Figure 22 : Confiance interpersonnelle



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

Il en est de même concernant l'ouverture des frontières (sur un plan économique ou migratoire). On retrouve plus de HE+ chez ceux qui adhèrent à l'ouverture du pays (34% HE+ contre 29% HE+ favorables au repli sur un plan économique, et surtout 47% HE+ contre 32% HE+ favorables au repli sur un plan migratoire). L'abrogation des démarcations entre les humains et le reste du vivant constitue une rupture ontologique.

Figure 23 : Pensez-vous que le pays doit ?



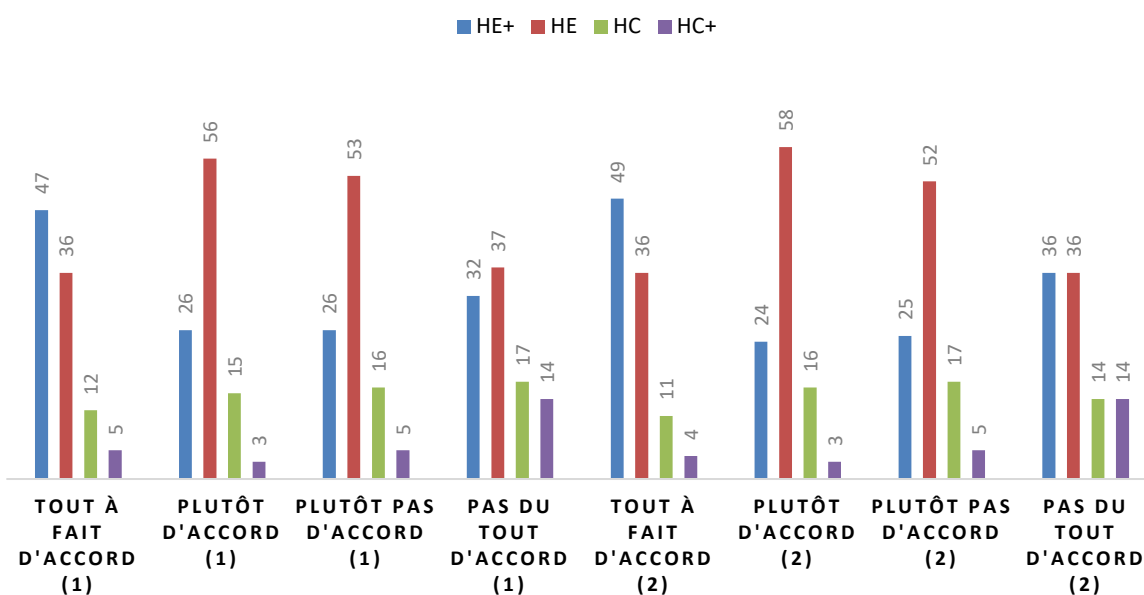
Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

Une représentation décloisonnée du monde vivant (HE+) n'est sans doute pas déconnectée de tendances sociopolitiques plus confiantes quant à l'idée d'abaisser les frontières interpersonnelles et nationales.

Sur l'intervention des pouvoirs publics

L'adhésion au modèle d'humanité écosystémique s'accompagne d'une délégation plus marquée de la prise en charge de la santé et des éléments naturels aux autorités publiques. Les réponses à la question suivante en témoignent : « Il est davantage de la responsabilité des autorités publiques que de celle des citoyens d'assurer la qualité de notre santé. Ceux qui sont tout à fait d'accord sont 47% HE+ et 5% HC+, tandis que ceux qui ne sont pas du tout d'accord sont 32% HE+ et 14% HC%. Quant à notre devenir climatique, 49% des sondés qui pensent que cette responsabilité relève des autorités, 49% sont HE+ et 4% HC+, contre 36% HE+ et 14% HC+ parmi ceux qui pensent que la responsabilité revient plutôt aux citoyens.

Figure 24 : Il est davantage de la responsabilité des autorités que de celle des citoyens d'assurer :
(1) La qualité de notre santé
(2) Notre devenir climatique



Source : Virginie Tournay, Luc Rouban, Flora Chanvril, Enquête ANR ComingGen « Le vivant et le politique »

Pour comprendre les raisons anthropologiques de cette délégation préférentielle aux autorités de la responsabilité vis-à-vis des aléas biologiques et climatiques pour les HE+, on peut remonter à la distinction opérée par Ferdinand Tönnies entre la communauté (*Gemeinschaft*) qui fait primer le lien organique de solidarité sur l'individu et la société (*Gesellschaft*) où chaque individu est libre d'adhérer au contrat social du groupe ou de le quitter. Dans la première conception (HE) on est constitutivement membre de la communauté, dans la seconde (HC), la constitution de l'individu en

citoyen avec des droits et des devoirs résulte de l'expression d'une volonté propre. Parce que la communalisation essentialise l'appartenance collective, la régulation de ce modèle passe par une autorité constituée voulue indépendante de la volonté de l'individu. Au contraire, la « sociation », appuyée sur la volonté propre, est davantage marquée par une intériorisation du sens civique et des mœurs. Aussi, les sondés qui séparent l'individu du reste de la société ont plutôt tendance à s'aligner sur un modèle d'auto-responsabilisation du capital santé et des éléments de l'environnement. On note que la délégation de la responsabilité des aléas biologiques aux autorités publiques qui domine l'opinion des sondés HE+, les rend également plus tolérants vis-à-vis de la traçabilité des populations en cas d'épidémie ou d'attaque terroriste. Cela va dans le sens d'une plus grande acceptabilité de la prise en charge des aléas biologiques (qu'ils soient ou non intentionnels) par une autorité externe à l'individu s'appliquant à l'ensemble de la communauté.

Conclusion

Le rapport aux aléas biologiques constitue un marqueur important dans la manière d'envisager sa place au sein du monde vivant. Les deux conceptions de l'humanité mises en évidence par notre enquête sous-tendent des comportements sociaux différents vis-à-vis des éléments naturels et de la matière vivante. Vouloir protéger la nature n'est pas incompatible avec une approche plus libérale des éléments du corps humain. Ces divergences dans la manière d'aborder ce qui constitue « l'humanité » participent aussi à des univers de sens plus sociopolitiques, tels que la confiance interpersonnelle, l'ouverture du pays, ou encore la nature de l'autorité légitime à gouverner et son degré d'immixtion acceptable dans la vie biologique des citoyens. Dans une représentation écosystémique, la responsabilité des aléas biologiques (santé individuelle, changements environnementaux) est davantage déléguée aux autorités publiques tandis qu'une représentation culturelle de l'humanité place la gestion de ces aléas entre les mains du citoyen, défini par des droits et des devoirs.

Évaluer le retentissement de ces conceptions de l'humanité sur les préférences partisanes est un chantier complexe compte-tenu de la diversité des contextes et des objets biologiques considérés. Pour autant, cette étude invite à tenir compte de ces conceptions dans la sensibilité des citoyens aux problématiques du vivant et de l'environnement, au-delà des logiques particulières à chaque secteur des politiques publiques.

En outre, la prédominance d'une vision écosystémique de l'humanité sur le regard culturel hérité des Lumières interroge plus fondamentalement son articulation avec le système de représentation démocratique. Comment penser la souveraineté du peuple quand la conception de celui-ci devient rhizomique, et son ontologie, partagée avec celle de l'ensemble des êtres vivants ?

Édition : Florent Parmentier

Mise en forme : Marilyn Augé

Pour citer cette note : TOURNAY (Virginie), ROUBAN (Luc), CHANVRIL (Flora) « Le conservatisme biologique : anatomie d'une passion française », *Sciences Po CEVIPOF*, juillet 2024, 23 p.

© CEVIPOF, 2024 Virginie Tournay, Luc Rouban & Flora Chanvri